



Introduction de la quatrième partie : Hommes et femmes dans les systèmes alimentaires territorialisés

Agnès Terrieux

► To cite this version:

Agnès Terrieux. Introduction de la quatrième partie : Hommes et femmes dans les systèmes alimentaires territorialisés. Genre et agriculture familiale, 2014. hal-02063091

HAL Id: hal-02063091

<https://hal.science/hal-02063091>

Submitted on 10 Mar 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quatrième partie : Hommes et femmes dans les systèmes alimentaires territorialisés

Introduction

Agnès Terrieux

Dans une période marquée par le développement d'échanges à l'échelle mondiale et la globalisation de certaines formes de consommation, la volonté des consommateurs comme des producteurs de reprendre le contrôle de l'approvisionnement alimentaire local conduit à l'émergence de systèmes alimentaires territorialisés, entendus comme « l'ensemble de la production/transformation/distribution/consommation sur un territoire donné, dont les limites géographiques sont déterminées par la consommation. Il est influencé par des habitudes alimentaires, des politiques publiques, des savoir-faire en matière de production ou transformation, des caractéristiques territoriales... Cela correspond à la manière dont une société s'organise pour s'alimenter. » (Denéchère, 2007)¹. Comme pour toutes les formes d'interaction sociale, il est intéressant d'analyser au crible du genre comment hommes et femmes participent à ces innovations organisationnelles.

Si le développement des filières longues peut être compris comme l'une des conséquences de la modernisation de l'agriculture entreprise à un rythme soutenu après la seconde guerre mondiale (Amemiya, Koutsou), la volonté de contrôler les sources d'approvisionnement alimentaire est décrite par les différents auteurs comme un engagement collectif, une forme de résistance (Amemiya), de contestation (Gonzales et Nigh).

Les arguments autour de la défense des systèmes alimentaires territorialisés se déploient dans un ensemble de domaines :

- les consommateurs et consommatrices insistent sur le lien entre la qualité de l'alimentation et la santé, notamment celle des enfants : aussi bien au Japon (Amemiya), en Grèce (Koutsou), en France (Terrieux) qu'au Mexique (Gonzales et Nigh), les auteurs insistent sur la recherche d'aliments « sains », en raison de leurs origines qui combinent à la fois la provenance et la méthode de production.
- la valorisation du patrimoine alimentaire est davantage un argument des agriculteurs et agricultrices et ce d'autant plus qu'ils sont impliqués dans une production d'aliments traditionnels ou typiques (Koutsou)

¹ DENECHERE, F., 2007, *Repères pour une approche économique des circuits courts dans leur territoire: Concepts et méthodes pour leur compréhension et évaluation*. AgroCampus Rennes, 89 p.

- la transformation des produits agricoles, la vente directe, sont autant de moyens qu'utilisent les agricultrices pour monnayer des savoirs-faire pensés comme traditionnellement féminins, et pour retrouver une place dans un métier qui s'est masculinisé avec la modernisation (Koutsou, Terrieux)
- enfin, tous les auteurs montrent que producteurs et consommateurs insistent sur la valorisation du métier d'agriculteur qui accompagne le choix de la vente en circuits courts et de proximité : une meilleure rétribution, une chance de développement pour leur exploitation, des créations d'emploi, plus d'échanges avec des interlocuteurs plus variés, une reconnaissance de leur rôle nourricier.

Une approche par le genre éclaire ces interactions. La lecture de l'ensemble des auteurs montre que la question alimentaire reste largement féminine. En effet, *nolens volens*, ce sont surtout des femmes que nous voyons s'activer au bon fonctionnement des systèmes alimentaires territorialisés.

Les enquêtes dont il est fait état ici montrent que, quel que soit le pays considéré, il revient majoritairement (ou totalement) aux femmes de pourvoir à la nourriture des familles. Les agricultrices ont une double assignation : elles doivent à la fois nourrir leurs familles et produire de quoi alimenter le marché (Dabat et al., Gonzales et Nigh, Koutsou, Terrieux). Les consommatrices voient leur tâche compliquée par leur volonté de trouver des produits « sains » (Amemiya, Gonzales et Nigh, Terrieux), ce qui requiert un effort cognitif considérable pour déterminer ce qui caractérise le « sain » et persuader les agriculteurs de produire selon des méthodes qui vont satisfaire ces demandes (Amemiya). Les femmes doivent donc trouver des produits et des fournisseurs qui remplissent un ensemble de critères d'exigence pour être jugés acceptables, elles doivent aussi les transformer pour qu'ils soient consommés, c'est ce qui est un rôle souvent considéré comme « classique ». Une nouveauté importante réside dans leur mobilisation pour organiser les circuits d'approvisionnement (Dabat et al., Amemiya, Gonzales et Nigh, Terrieux), elles déploient une énergie considérable au fonctionnement de la relation sociale inscrite dans l'échange de produits.

Au total, cela les conduit à allouer un temps considérable à l'approvisionnement dans son ensemble. Et ce temps s'ajoute au temps du travail domestique qui reste exclu des modalités de comptage du travail. Et donc, pour de nombreuses femmes, la participation à des systèmes alimentaires territorialisés se traduit par une augmentation du temps consacré au service des autres, la plupart ne s'en plaignent pas assumant les conséquences de la recherche ou de la

fourniture des produits « sains », certaines y mettent une forme de fierté de mère nourricière et/ou d'organisatrice (Amemiya, Gonzales et Nigh).

La participation masculine n'est pas totalement absente. Tout d'abord nombre de producteurs inclus dans ces échanges sont des hommes, et les compagnons des agricultrices qui explorent ces nouvelles formes de mise en marché en profitent à travers l'amélioration de la situation économiques de la ferme et de la famille (Koutsou, Terrieux). Mais on constate que les hommes s'impliquent d'autant plus que les revenus escomptés sont importants (Terrieux, Dabat et al.) au point de pouvoir confisquer les revenus ou même le circuit d'approvisionnement. A travers la question du partage des revenus, nous voyons que ces innovations peuvent entrer en conflit avec les représentations traditionnelles des places que doivent occuper femmes et hommes (Dabat et al.).

Ces formes de rencontre entre producteurs-productrices et consommateurs-consommatrices modifient la perception des termes de l'échange marchand autour de l'alimentation et peuvent renforcer la place de l'alimentation comme levier de mobilisation et de développement local, toutefois elles n'offrent pas toujours une autonomie financière et entrepreneuriale aux femmes et ne s'accompagnent pas de façon certaine de la reconnaissance de leurs capacités organisationnelles. En France, en justifiant leur peu de goût pour ces engagements par la question du temps disponible ou par un sentiment d'illégitimité dans certains cercles, la place les agricultrices se mobilisent peu dans des mandats professionnels (Terrieux), au Japon (Amemiya) les consommatrices ne développent pas leur capacité d'action et d'organisation dans le domaine politique.